

N'IMMOBILISEZ PAS L'IMMOBILIER !

Paris, le 09/11/2020

*Monsieur le président de la République,
Monsieur le Premier ministre,
Madame la ministre déléguée chargée du Logement,*

La situation que traverse notre pays est aussi inédite que terrible. Nous, réseaux et groupes immobiliers, sommes solidaires des actions menées par le gouvernement pour lutter contre la pandémie et préserver nos concitoyens. Nous avons conscience de la difficulté qui est la vôtre de trouver l'équilibre entre mesures sanitaires efficaces et maintien de l'activité économique. Dans nos activités quotidiennes, nous avons fait preuve de responsabilité et mis en place les protocoles nécessaires pour garantir la sécurité de nos collaborateurs et de nos clients.

Pourtant, depuis l'annonce du nouveau confinement, nous sommes dans une grande incompréhension. Un particulier peut signer un mandat de vente, contracter un prêt immobilier auprès de sa banque, régulariser un acte chez son notaire et même déménager. En revanche, il lui est interdit de visiter un bien. Ce chaînon manquant bloque l'intégralité des ventes et des locations et plonge certains de nos compatriotes dans des situations de détresse et de grande fragilité.

Rappelons que l'immobilier est intimement lié aux parcours de vie : mariage, naissance, séparation, décès, mutation... Et ces événements se poursuivent, pandémie ou pas. Aujourd'hui, les Français qui veulent ou doivent impérativement changer de logement se retrouvent donc sans aucune solution. Et, pendant ce temps-là, dans le parc locatif public, de façon étonnante, les visites restent autorisées !

Certes, grâce aux outils numériques, nous pouvons réaliser des visites à distance. Mais cela permet tout au plus d'effectuer une présélection. Afin de se projeter dans un achat ou une location, la visite physique reste incontournable.

Sans accès à l'offre, donc, pas d'accès au logement ! Or, avoir un toit au-dessus de la tête est aussi vital que de se nourrir. Et que va-t-il se passer lorsque nous reprendrons les visites dans plusieurs semaines ? Les projets suspendus durant le confinement vont s'accumuler et entretenir la hausse des prix. Dans un contexte économique difficile, cela va plonger de nombreux Français dans des situations complexes.

Enfin, en tant que dirigeants de réseaux et de groupes immobiliers, nous sommes très inquiets pour nos agences et leurs collaborateurs. Nous parlons de 32 000 personnes réparties sur l'ensemble du territoire, au sein de 5 800 agences et cabinets dont la trésorerie a déjà beaucoup souffert cette année.

Le 28 octobre, vous avez annoncé que vous prendriez de nouvelles mesures à l'issue des quinze premiers jours du confinement selon l'évolution de la pandémie. Si celle-ci le permet, nous vous demandons de reconsidérer votre position concernant l'autorisation des visites par les professionnels de l'immobilier au regard de l'intérêt général et du droit au logement.

Conscients de l'enjeu sanitaire, nous sommes prêts à renforcer encore les protocoles mis en place pour éviter toute contamination : limiter le nombre de visites et de visiteurs, nettoyer les lieux à chaque passage, obliger nos collaborateurs à télécharger l'application Tousanticovid pour tracer leurs visites... Toutes les options sont sur la table.

Nous sommes à votre disposition pour échanger sur ces propositions et consigner par écrit nos engagements. Notre volonté est de pouvoir exercer un métier réellement utile aux Français dans les meilleures conditions sanitaires possibles.

l'Adresse
Immobilier coopératif



Brice Cardi

21
CENTURY 21



Laurent Vimont

CITYA
IMMOBILIER



Frédéric Chaminade

ERA
IMMOBILIER



Eric Allouche

FONCIA



Philippe Salle

Guy Hoquet
L'IMMOBILIER GARANTI



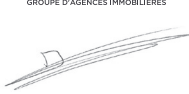
Stéphane Fritz

laforêt



Yann Jéhanno

nestenn
GROUPE D'AGENCES IMMOBILIÈRES



Olivier Alonso

nexity



Karine Olivier

Orpi



Christine Fumagalli